

# LA PRESSE NOUVELLE *Magazine Progressiste Juif*

PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toutes les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. PNM se prononce pour une paix juste au Moyen-Orient, sur la base du droit de l'Etat d'Israël à la sécurité, et sur la reconnaissance du droit à un Etat du peuple palestinien.

N° 256 - MAI/JUIN 2008 - 26<sup>e</sup> ANNÉE

MENSUEL EDITE PAR L'U.J.R.E.

Le N° 5,50 €

Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

Dossier

## 60<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE L'ETAT D'ISRAËL

(pages 3 à 6)

### "LA CHIENLIT !" - disait le GÉNÉRAL ...



13 mai 1968 : "le cortège étudiant, parti de la gare de l'Est, vint rejoindre celui des salariés, place de la République"

© Michel Baron

COMMENT j'ai VÉCU  
MAI ET JUIN 1968

PAR JACQUES LEWKOWICZ

En 1968, j'étais élève de l'Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique (devenue par la suite Ecole Normale Supérieure de Cachan). Pour qu'on comprenne bien ce que cela signifiait, il faut préciser qu'entraient dans cette école des étudiants qui se destinaient à l'enseignement, après avoir réussi un concours demandant une préparation assez lourde ...

(suite en page 2)

#### 60 ANS D'ISRAËL - DOSSIER pp. 3 à 6

COMMENT ISRAËL EST-IL NÉ ? Y. Hirsh p. 4  
RÉFLEXIONS SUR LE SIONISME J. DIMET p. 5  
QUEL AVENIR ? E. BENBASSA p. 6  
VAINCRE Hitler - POUR UN JUDAÏSME PLUS HUMANISTE ET UNIVERSALISME N. DEVERS-DREYFUS p. 6

#### HISTOIRE

LA RÉSISTANCE À NOUVEAU CLANDESTINE ? H. LEVART p. 3  
HISTOIRE DES JUIFS EN POLOGNE (3/4) D. TOLLET p. 6

#### SOCIÉTÉ

Mai 68 pp. 1-2

#### CULTURE

HÉBREU : Yiddish, ACCESSOIRE idéologique R. COHEN p. 8

Claudie Bassi-Lederman

### SANS PAPIERS : DIGNITÉ !

Editorial

À Paris, les "sans papiers" ont été les vedettes du principal défilé du 1<sup>er</sup> mai, qui est apparu comme une véritable manifestation de soutien à leur mouvement. Le 15 avril, dans une quinzaine d'entreprises d'Ile-de-France, quelques centaines de salariés sans papiers se sont mis en grève, soutenus par la Cgt puis par d'autres organisations. Ces travailleurs, présents en France depuis de nombreuses années, occupent des emplois pénibles dans des secteurs où il y a pénurie de main d'œuvre. Ils payent des cotisations sociales et des impôts. Pourtant, ils doivent se cacher en permanence ; ils n'ont ni autorisation de séjour, ni permis de travail. Or, c'est cela qu'ils revendiquent, et non pas la nationalité française, contrairement à ce que le Président de la République et, à sa suite, la plupart des media veulent nous faire croire.

Saluons le courage de ces travailleurs. Ils osent sortir de la clandestinité ; ils affichent leur situation ; ils luttent à visage découvert. Ils relèvent la tête. Ils revendiquent leur statut, leur dignité d'êtres humains. Ils prennent en main leur destin. A nous de les entendre et de les soutenir. Car, ne nous y trompons pas, luttant pour eux, nous luttons pour nous. Notons que le patronat se sert de cette armée de réserve

pour faire pression sur l'ensemble des salariés qui, dans des conditions de précarité sans précédent, luttent pour le maintien et l'amélioration de leur salaire, de leurs conditions de vie. Remarquons aussi qu'avec les lois Sarkozy qui aggravent la précarisation du séjour, tel qui aujourd'hui, est en situation régulière, risque de basculer demain dans l'irrégularité. Notons aussi que si l'on arrive à tromper les salariés en leur désignant l'étranger comme ennemi, le patronat, lui, sait faire ses comptes : il trouve largement son intérêt à appliquer une politique de l'emploi que les politiciens en mal d'électorat dénonceront ensuite. C'est bien pourquoi plusieurs organisations patronales de la restauration et de l'hôtellerie sont favorables à la régularisation d'une main d'œuvre dont ils reconnaissent qu'elle est indispensable à la bonne marche de leurs entreprises.

Retenons donc que ce ne sont pas les sans papiers qui nous "ôtent le pain de la bouche". Souvenons-nous ! Notre mouvement progressiste juif, animé par la "Naïe Presse" puis par l'UJRE et la "Presse Nouvelle", nous a légué un riche patrimoine de luttes, aidant les émigrés du Yiddishland à s'intégrer, y compris dans le monde du travail, allant jusqu'à organiser, avant-guerre, des grèves de travailleurs à domi-

cile. Rompus à la lutte pour leur dignité de travailleur, ils ont combattu, pendant l'Occupation, pour leur vie, celle de leurs proches et la liberté de tous. Nous avons vécu ces situations tragiques. Chacun de nous, ici, a son témoignage à porter. Certains des nôtres, qui avaient acquis la nationalité française, l'ont perdue du jour au lendemain par décret de Vichy et se sont retrouvés dans des camps d'extermination.

Nous ne pouvons cautionner par notre silence, la chasse au faciès, les convocations "pour examen de votre situation" selon la formule de l'abominable "Billet Vert". C'est nous que l'on atteint au plus profond de nous-mêmes, chaque fois que des policiers arrêtent un enfant à la sortie de l'école.

L'UJRE poursuit son combat pour la fraternité, contre tous les racismes, l'intolérance, l'exclusion ; pour la justice, contre les inégalités. C'est en participant aux mouvements qui mettent la liberté, l'égalité et la fraternité en tête de leurs principes, que nous ferons le plus complètement fructifier l'héritage dont nous sommes dépositaires.

Nous avons toujours eu des buts pour l'avenir. La dignité de l'homme est le premier d'entre eux. □



## CARNET

## Décès

Nous avons la douleur de vous faire part du décès de :

**Gilles NAJMAN**

Combattant FTP-MOI

Chevalier de la Légion d'Honneur

survenu, en sa 86<sup>ème</sup> année, le 23 mai 2008

*Céline, son épouse,  
ses enfants, petits-enfants,  
arrière-petit-fils et toute sa famille.*

**Ezer Najman** (alias Gilles) n'est plus. Cet ancien résistant avait adhéré à **MRJ-MOI**. Notre association vient de perdre un de ses prestigieux parrains. Elle s'associe au chagrin de ses proches.

**NAJMAN Ezer**

né le 19 septembre 1921  
à Wierusow (Pologne)

Lyonnais par résidence. Entré dans la Résistance à Lyon en 1941 dans les groupes de *Solidarité juive*.

1942 entre dans les groupes de combat juifs

1943 entre dans la clandestinité. Mutation au détachement **FTP-MOI** (*Carmagnole* à Lyon) sous le nom de *Gilles Rigault*, matricule 94068 comme technicien de groupe.

Quelques actions parmi d'autres :

- Attaque du tramway n° 24 réservé uniquement à la Wermarcht (nombreux aviateurs tués et blessés).
- Attaque d'une colonne allemande revenant de manœuvres à Caluire, près de l'endroit où Jean Moulin fut arrêté.
- Attaque de 3 feld gendarmes tués et leurs armes récupérées.
- 2 bombes placées devant un cinéma réservé aux allemands place Bellecour. Nombreux soldats et officiers tués et blessés.
- il a fait partie le 12 décembre 1943, vêtu d'un uniforme allemand, du groupe qui a exécuté dans son bureau, *Faure-Pinguely*, le Président de la Section Spéciale de Lyon qui a fait guillotiner deux résistants, dont *Simon FRYD*, le 5 décembre 1943.
- Sabotages d'usines travaillant pour l'occupant: *Grammont*, *Sigma*, ateliers de réparations de locomotives à Oullins, *Bronzavia* (où une quarantaine de moteurs et deux prototypes ont été détruits), *Somua*, *Paris-Rhône*, *Fibre et Mica*, *Produits chimiques de Gerland*, *Coignet*, *Mines de Saint-Bel*...
- Attaque des gares de triage de Saint-Priest en septembre et le 24 décembre 1943. Incendie des citernes d'essence.
- Sabotage des dépôts de locomotives à Lyon, Givors, Grigny.

**Début 1944**, *Gilles Najman* est nommé membre du Comité Militaire Régional H.I.4 comme Technicien Régional responsable de tous les dépôts d'armes de la région et de la fabrication d'armements. Il est aussi responsable "Financier et Économique".

**8 juin 1944** : mutation à Grenoble en tant que Technicien Régional du Dauphiné. Il a pris part aux combats de la libération de Grenoble avec le détachement "Liberté" et le 5<sup>ème</sup> bataillon F.T.P.

Lieutenant F.F.I, il a rejoint Lyon avec ces unités pour la poursuite des combats libérateurs dans cette ville.

Le Président de la République, *François MITTERAND*, lui a remis les insignes de la Légion d'Honneur le **8 mai 1983**, lors d'une cérémonie à l'Arc de Triomphe pour l'anniversaire de la capitulation allemande.

*Biographie résumée pour remise de la Légion d'Honneur*

La **PNM** apprend avec une grande tristesse le décès de

**Pauline STEINLING**

adhérente de longue date de l'*Ujre*  
et fidèle lectrice de notre journal

L'équipe de la **PNM** exprime toute sa sympathie à sa famille et à ses proches.

(suite de la page 1)

## COMMENT J'AI VÉCU MAI ET JUIN 1968

PAR JACQUES LEWKOWICZ

Ceux qui parvenaient à surmonter cet obstacle portaient le titre d'élèves - professeurs. Ils étaient déjà fonctionnaires stagiaires et percevaient un traitement, certes modeste (environ le *SMIG* de l'époque qui n'était pas gras) mais qui faisait pâlir d'envie ceux qui, à l'extérieur de l'Ecole devaient financer leurs études, soit par eux-mêmes, soit en faisant appel à leur famille. En raison de ce traitement, nous étions déjà syndiqués non à l'*UNEF* mais au *SNES*, syndicat correspondant à notre future activité d'enseignants du secondaire. Il faut ajouter que nous étions nourris, blanchis et logés (sommairement, mais quand même) dans un campus agréable de la région parisienne. L'Ecole était mixte et constituait un creuset pour la formation de

**Félicitations à  
Blanche Jacquot !**

Entourée de sa famille et de ses nombreux amis, *Blanche*, 87 ans, fidèle lectrice de la *PNM*, s'est vue remettre la **Légion d'Honneur** ce 17 mai en reconnaissance de ses actes de résistance, par *Daniel Rouillot*, président de l'*ARAC*. Etaient aussi présents : *Claudine Cordillot*, maire de Villejuif, *Didier Montchamp*, sous-préfet du Val-de-Marne, *Laurent Garnier* et *Gilles Delbos*, conseillers généraux et représentants d'associations d'anciens combattants, résistants et déportés. Quand je la félicitai au nom de l'*UJRE* et de la *PNM*, elle me dit : *Ah, je suis très heureuse de la présence de l'UJRE, la Naïe Presse, c'est toute ma jeunesse !*

Gageons qu'elle nous en dira bientôt plus ...

**TRS**

L'Union des Engagés Volontaires  
et Anciens Combattants Juifs  
1939-1945, leurs Enfants et Amis

organise le

**Dimanche 1er Juin 2008**

à 10 h 30

au cimetière de Bagneux-Parisien,  
avenue Marx Dormoy,  
92120 Montrouge

**la cérémonie du souvenir**

en hommage aux  
Combattants Juifs Engagés Volontaires  
Morts pour la France  
Guerre (1939-1945)

On se réunira devant le monument aux morts (près de l'entrée principale du cimetière) sous lequel, reposent 66 soldats héros ramenés de tous les champs de bataille choisis symboliquement parmi des milliers d'autres.

Cette commémoration aura lieu en présence des représentants des pouvoirs civils, militaires et religieux, avec la participation de la chorale "Mit à Tam" et du trio "Fidelio".

Les derniers témoins de cette épopée ont quasiment disparu, il ne reste plus que quelques engagés volontaires anciens combattants juifs dont le plus jeune a 90 ans.

C'est à nous, maintenant, leurs descendants, qu'incombe la responsabilité de perpétuer la mémoire de cette page héroïque de l'histoire de notre pays.

(...) *La mémoire collective de la Nation ne doit pas oublier le rôle fondamental joué par les combattants juifs pour la sauvegarde de leur patrie d'adoption, pour la défense des libertés et la dignité du Peuple Juif.*

**HONNEUR**  
**aux Combattants Volontaires Juifs,**  
Gloire à tous ceux qui versèrent  
leur sang pour notre liberté.

couples futurs d'enseignants... Ce fut d'ailleurs l'une de nos revendications, d'avant et pendant 68 de pouvoir "*monter dans les chambres des filles*" !

De même, comme l'un des premiers usages de notre argent était de s'acheter une automobile, nous demandions à pouvoir accéder au parking de l'Ecole, le refus de cette demande ayant même motivé une grève des cours dans les mois qui ont précédé les événements.

Politiquement, une vingtaine d'entre nous (sur 700), dont j'étais, étaient adhérents du *Pcf*. Avec le recul, si j'essaye de comprendre les raisons de mon adhésion de l'époque, je crois pouvoir dire qu'elle était le fruit de l'exemple de mes parents, militants de l'*UJRE*. Leurs récits de la guerre, et de leur action à cette époque, m'avaient amené à penser qu'il n'y avait pas d'autre chemin pour un jeune juif en 1967 que d'adhérer à ce parti. Sa stratégie de l'époque était très unitaire, axée sur une offre, adressée à la gauche non communiste, de convenir d'un accord politique sous la forme d'un programme commun de gouvernement, ce qui n'aboutira qu'en 1972. En attendant, les élections de 1967 avaient été un succès pour la gauche, dans toutes ses composantes, dont le nombre de députés avait beaucoup augmenté. Par ailleurs, on observait plus d'un conflit social prenant la forme de la grève.

C'est dans ce contexte que nous avons vécu les événements de l'université de Nanterre, c'est-à-dire plutôt d'assez loin, même si cela ne nous laissait pas totalement indifférent. Puis, début mai, Nanterre ayant débarqué à la Sorbonne celle-ci fut fermée. S'en suivirent des manifestations étudiantes réprimées et des arrestations d'étudiants. C'est alors que, tout à coup, dans les assemblées générales du *SNES* qui se tenaient régulièrement, nous avons vu arriver une quantité d'élèves que nous n'avions pas l'habitude de voir. Ils exigeaient que le *SNES* de l'Ecole manifeste sa solidarité avec le mouvement étudiant. Nous étions peu réceptifs. A cela plusieurs raisons : d'abord, ceux qui exigeaient cela de nous, nous apparaissaient comme des "blancs-becs" ayant tout à apprendre du militantisme ; ensuite, victimes d'une interprétation ouvriériste de la politique du *Pcf*, nous considérions qu'en aucune façon les étudiants ne pouvaient, comme le proclamaient nos contestataires, être une avant-garde, car une telle avant-garde ne pouvait venir, pensions-nous, que de la classe ouvrière.

Puis, est arrivée la manifestation étudiante du 10 mai, suivie de la répression policière de la rue Gay-Lussac dans la nuit du 10 au 11 mai. C'est alors, que la *Cgt* et les autres organisations syndicales ont appelé à des manifestations, à Paris et en province, pour le 13 mai.

Cette manifestation est l'un de mes souvenirs de militant des plus émouvants. Alors que dans les jours qui précédaient, on pouvait avoir le sentiment qu'étudiants et salariés étaient très éloignés les uns des autres et même, par organisations interposées, opposés, ce jour-là, le cortège étudiant, parti de la gare de l'Est, vint rejoindre celui des salariés, place de la République. Autour de moi, je voyais des camarades, les larmes aux yeux, d'émotion, au moment de cette jonction : il n'y avait plus d'opposition.

Des slogans de cette manifestation, j'ai surtout retenu le fameux : "*Dix ans, ça suffit*", exprimant clairement le rejet du pouvoir gaulliste et de tout ce qu'il signifiait de conservatisme et de revendications insatisfaites depuis des mois et des

années.

Les jours et les semaines qui suivirent devinrent exaltants : la grève des salariés s'étendait de jour en jour jusqu'à atteindre 9 millions de personnes dans l'action. Je me souviens qu'occupant les locaux de l'Ecole, et déposant un cahier de revendications à la fois sur des éléments immédiats et sur des réformes structurelles de notre Ecole, nous avons, de plus, eu la volonté de participer au mouvement des salariés, en allant en quelque sorte, prêcher la bonne parole auprès des ouvriers d'une usine locale afin de les décider à se joindre au mouvement gréviste.

Puis, est arrivé le moment des négociations et du constat de Grenelle, les 25, 26 et 27 mai. Entre temps, espérant calmer les esprits, de Gaulle prit l'initiative d'appeler à un référendum agitant la menace : "*Moi ou le chaos*". Mais ni l'un ni l'autre de ces événements n'est parvenu à ralentir l'action des étudiants et des salariés. Bien qu'aucune perspective politique de gauche ne se soit faite jour, dans les derniers jours de mai commencent des manœuvres de tous ordres.

Du côté gaulliste, on envisage le coup de force pour sortir de la crise en mobilisant l'armée et les chars autour de Paris, tout en organisant le chaos, notamment par la pénurie d'essence. Dans la gauche non communiste, on prétend que le pouvoir est à prendre et on réalise l'opération du *stade Charléty* destinée à mettre en place un gouvernement alternatif qui ferait l'économie de la présence des communistes. Pendant ce temps, nous suivons, heure par heure, à la radio, fébrilement, le déroulement des événements, tout en nous réunissant quotidiennement en assemblée générale convoquée par l'intersyndicale.

C'est alors que j'ai vécu un autre événement important : la journée du 29 mai. Alors que la satisfaction de certaines revendications était actée à la rencontre de Grenelle,

Syndicats-Patronat-Gouvernement, le mouvement de grève ne faiblissait pas pour autant. Mais, il manquait un débouché politique à ce mouvement revendicatif de grande ampleur. Dans ce moment, la *Cgt* décida de s'adresser à l'ensemble de salariés français, et le 29 mai à Paris, à l'appel de la seule *Cgt*, défilent 800.000 manifestants, ainsi que de nombreux autres dans les grandes villes de province. J'ai vécu cela comme l'acte symbolique posé par l'aile de la population la plus déterminée à exiger un changement économique et social profond.

C'est alors que le 30 mai, *de Gaulle* annonce sur les ondes la dissolution de l'Assemblée Nationale et, de la place de la Concorde à celle de l'Etoile, une contre-manifestation "nationale" de soutien à *de Gaulle* rassemble quelques 300.000 personnes. Nous avons vécu cela comme une déclaration de guerre à tout ce qui avait constitué un espoir lors des semaines qui précédaient.

En attendant, la grève des salariés continue pendant que se mènent des discussions par branches. Quant à nous, nous obtenons de la direction de l'Ecole, non seulement l'accès aux chambres des filles et au parking, mais aussi de profondes réformes quant à la structure et au fonctionnement de notre école, réformes qui mettaient fin au pouvoir tout-puissant de la direction.

Ce qu'il me reste de cette période, c'est la certitude que rien ne peut être obtenu sans luttes, et aussi que l'unité des salariés est nécessaire pour que ces luttes deviennent porteuses d'avenir. □



## Mémoire

# 8 mai 1945 : Capitulation inconditionnelle de l'Allemagne nazie

## LA RÉSISTANCE À NOUVEAU CLANDESTINE

PAR HENRI LEVART

Il fut beaucoup question ces derniers temps de l'Occupation, de la Résistance, du génocide des juifs. Avec, sans discontinuer son cortège d'omissions, d'insinuations, d'affabulations, de falsifications. Aucune exagération dans ces épithètes, jugeons-en. Une exposition à la *Bibliothèque de la ville de Paris* présente 250 photos d'un reporter payé par la revue nazie *SIGNAL* sur la vie dans la capitale durant cette période. Une seule d'entre elles fait référence aux humiliations d'alors par un homme barbu portant l'étoile jaune ; pas de privations, pas de queues alimentaires, pas de papillons vengeurs, pas d'affiches infamantes sur les juifs, ni celles donnant les noms de fusillés. Ah, que la vie était belle ! Ah, quelle esthétique que le drapeau à croix gammée flottant dans le ciel ! Comment une telle œuvre de propagande hitlérienne a-t-elle pu être programmée ? Est-on conscient que dans le climat révisionniste actuel, elle contribue au brouillage de repères ? La fiction télévisée sur le passé pétainiste de *Mitterrand* participe, elle aussi, à l'entreprise de déconstruction. Outre le fait, quelque peu démesuré, d'y voir l'ancien président porté à la hauteur de *Jean Moulin*, les "pseudo-historiens" s'accordent à ajouter aux

résistances communistes et gaullistes, celle des vichyssois anti-allemands ! Les premières ayant indûment monopolisé leur participation, tout en ayant minoré l'horreur des persécutions antisémites. Les *Pucheu*, *Bousquet*, *Touvier*, *Papon*, *Darquier de Pellepoix*, *Xavier-Vallat* : fabuleuse proportion de patriotes a posteriori !



C.N.R. (10 septembre 1944) dont sont ici, notamment, absents les représentants de "Combat" et de l'O.C.M. - De gauche à droite : Robert Chambeiron, Pierre Meunier, Auguste Gillot, Joseph Laniel, Henri Ribière, Jacques Lecompte-Boinet, Gaston Tessier, Pierre Villon, Georges Bidault, André Mutter, Louis Saillant, Pascal Copreau, Paul Bastid, Daniel Mayer, Jean-Pierre Lévy et Jacques Debû-Bridel...

La série documentaire de *Christophe Nick*, quoique moins outrancière, pêche par "oubli" successifs. Les griefs sont nombreux, à commencer par la date d'entrée au combat antifasciste des communistes. Il convient de rappeler au réalisateur que le philosophe *Georges Politzer* fut mandaté par le Pcf, réduit à l'illégalité en 1939, pour demander au gouvernement de défendre Paris, de décréter la levée en masse, d'armer le peuple, de libérer les dirigeants communistes emprisonnés (ils furent livrés à l'ennemi en 1940) et d'enfermer les traîtres. En vain. Il convient de lui rappeler que le communiste *Pierre Villon*, fils du rabbin *Ginsburger*, fut le président du *Comité d'action militaire* du C.N.R. Il convient de lui rappeler que, seule, l'organisation *Solidarité* distribua des milliers de tracts alertant sur l'imminence des rafles et que la "traînée de poudre" évoquée en fut la résultante, attestée par les travaux d'*Adam Rayski*. Pourquoi taire les démarches de *Charles Lederman* auprès de prélats catholiques qui permirent à leur Eglise d'entreprendre la dé-collaboration et d'épargner, grâce à de courageux chrétiens, des milliers de sorts funestes ? Une anecdote émouvante : le peintre *Boris Taslitsky* fut arrêté dans le Lot en 1941. En 43, il décore plusieurs baraques du camp de Saint-Sulpice puis y crée la chapelle avec des couleurs procurées par *Mgr. Saliège*, l'archevêque de Toulouse qu'avait rencontré *Lederman*. Pourquoi *Nick* ne s'est-il pas inspiré des ouvrages de *David Diamant*, du témoignage d'*Anna Vilner* sur le sauvetage des enfants ? Sait-il que *Maurice Thorez*, dès 1936 en plein Front Populaire, dénonça les persécutions subies par les juifs en Allemagne ? Ignore-t-il la brochure éditée par le Pcf en 41 pour réfuter les thèses racistes et antisémites de *Goebbels* ?

Connaît-il la déclaration de *Himmler*, lors d'une exécution collective à Minsk le 15 août 41 sur le dur combat que livrait le peuple allemand qui rendait nécessaires des mesures comme celles-là ; les juifs étant les porteurs du bolchevisme mondial ... Celle d'*Hitler*, le 22 juillet 42, lors de la réception d'un maréchal croate caractérisant les juifs comme le fléau de l'humanité ayant exercé la terreur comme commissaires soviétiques. Et, de nouveau, le 1<sup>er</sup> août, *Himmler* précisa que tous les juifs devaient être fusillés, les femmes et les enfants poussés dans les marais...

Le décès de *Germaine Tillion* donna lieu à de justes éloges. Par contre, les engagements qui suivirent son retour de déportation ont été particulièrement occultés. Comment ne pas associer dans un tel hommage le souvenir de cinq jeunes juives communistes : *Olga Bancia*, *Marysia Diamant*, *Schyfra Lipszyc*, *Simone Schloss*, *France Bloch-Serazin*, toutes décapitées en Allemagne. Dans une séquence, *Nick* restitue d'une façon grotesque un camping de jeunes communistes autour du futur *colonel Fabien*.

Cet extrait d'une lettre de *Maurice Feferman* écrit en janvier 41 à la prison de Fresnes pourrait l'édifier sur leur intelligence de cœur et d'esprit : "Aujourd'hui que vaudraient nos militants si fermes dans l'adversité s'ils ne marchaient que comme des machines ? Quelle distinction y aurait-il à faire avec les mercenaires des bandes que nous combattons, avec les brutes à tant la journée et au bel uniforme, y compris képi et bottes ?" .

Le *Figaro* ne se plaint-il pas du trop grand nombre de communistes inscrits sur le monument du Mont-Valérien, alors qu'aux heures sombres, ce quotidien déplorait qu'il n'y eût pas assez de fusillés ? Quand *La Croix* caractérise l'acte de *Fabien* au métro Barbès "d'assassinat d'un soldat", est-elle victime du dogme négationniste désormais en vigueur ? *Télérama* titre "Ni héros, ni collabos". Si, il y a eu des héros : de *Wolf Wajsbrot* à la concierge cachant une famille juive ; il y a eu des collabos, de *Pierre Laval* aux dénonciateurs anonymes.

Il est temps, grand temps, en mémoire des victimes et des martyrs, pour l'avenir de la connaissance, de répliquer, de ne rien laisser passer, de rétablir la vérité historique.

*Jaurès* l'a dit, la vérité est révolutionnaire. Elle l'est d'autant plus en ce mois anniversaire de la victoire sur le fascisme. □

### Agenda de la mémoire

27 mai 1943

Première réunion du  
*Conseil National  
de la Résistance*



### Dossier 60 ans d'Israël

#### Chronologie - La Genèse

1945

22 mars Signature du pacte de la Ligue arabe (Egypte, Syrie, Liban, Transjordanie, Irak, Arabie saoudite, rejoints en juillet par le Yémen)

12 avril Mort de *Roosevelt*, président des Etats-Unis. Il est remplacé par *Truman*

8 et 9 mai Capitulation sans condition de l'Allemagne nazie

5 juillet Les conservateurs battus aux élections législatives britanniques - *Churchill* est remplacé par *Atlee*.

6 août Bombardement atomique sur Hiroshima

31 août *Truman* demande à Londres de laisser 100.000 réfugiés juifs s'installer en Palestine

1<sup>er</sup> octobre Ordre est donné à la Hagana par *Ben Gourion* de se lancer dans la lutte armée contre les Britanniques

12 octobre La Ligue arabe annonce que la création d'un Etat juif entraînera la guerre

13 novembre Commission conjointe d'enquête américano-britannique sur la Palestine

1946

22 mars Indépendance de la Transjordanie

30 avril La commission américano-britannique se prononce contre le partage de la Palestine mais pour l'immigration de 100.000 juifs

29 juin Les Britanniques arrêtent 2.000 cadres sionistes en Palestine

22 juillet L'Irgoun (issue d'une scission d'extrême-droite en 1931 de la Haganah et dirigée depuis 1945 par *Menahem Begin*), fait sauter l'hôtel King David, siège du gouvernement britannique de Palestine. On dénombre 91 morts.

4 octobre *Truman* se prononce pour le partage et pour une immigration juive massive.

1947

18 février Londres saisit l'ONU de la Question palestinienne.

28 avril Ouverture de la session extraordinaire des Nations Unies sur la Palestine à New York

14 mai Dans son discours, le ministre soviétique des affaires étrangères, *Andreï Gromyko*, explique : "Qu'aucun des pays d'Europe occidentale n'ait été en mesure d'assurer la défense des droits élémentaires du peuple juif ou de le protéger contre les violences déclenchées par les bourreaux fascistes, cela explique l'aspiration des juifs vers un Etat à eux." *Gromyko* évoque la possibilité d'un "Etat judéo-arabe démocratique, indépendant, double mais homogène", mais il ajoute que si les relations judéo-arabes rendent impossible une telle solution, il faudrait prévoir le partage en "deux Etats indépendants : un Etat juif et un Etat arabe"

26 septembre Londres annonce son retrait de Palestine.

29 novembre A la majorité des deux-tiers, l'Assemblée générale de l'ONU vote le partage de la Palestine en deux Etats. La Grande-Bretagne refuse et annonce qu'elle conservera tous ses pouvoirs jusqu'au 15 mai 1948.

1<sup>er</sup> décembre La Haganah signe un contrat d'armement avec la Tchécoslovaquie.

1948 ...

Janvier Les volontaires arabes entrent en Palestine.

19 mars Les Etats-Unis cherchent à retarder le partage en proposant une tutelle internationale.

9 avril Massacre de Deir Yassine

(suite en page 5)

#### LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif

édité par l'U.J.R.E.

Comité de rédaction :

Jacques Dimet, Bernard Frédéric,  
Jeannette Galili-Lafon, Nicole Mokobodzki,  
T.R. Staroswiecki, Nathan Zederman,  
Roland Wlos, Solange Zoladz

N° paritaire 64825

(en cours de renouvellement)

C.C.P. Paris 5 701 33 R

Directeur de la Publication :

Jacques LEWKOWICZ

Rédaction - Administration :

14, rue de Paradis

75010 PARIS

Tel. : 01 47 70 62 16

Fax: 01 45 23 00 96

Mél : [ujre@wanadoo.fr](mailto:ujre@wanadoo.fr)Site : <http://ujre.monsite.wanadoo.fr>

(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement :

France et Union européenne:

6 mois 28 euros

1 an 55 euros

Etranger, hors U.E. : 70 euros

IMPRIMERIE DE CHABROL  
PARIS

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal  
"pas comme les autres",  
magazine progressiste juif.

Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse  
postale, date de naissance, mël et téléphone

#### PARRAINAGE

(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :  
Nom et prénom .....  
Adresse .....  
Téléphone .....  
Courriel .....



## Dossier 60 ans d'Israël

## COMMENT L'ETAT D'ISRAËL EST-IL NÉ ?

“... aussi bien l'Angleterre que les Etats-Unis ont cherché à empêcher une solution juste...”

par Y. Hirsh

A l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'Etat d'Israël, la PNM propose à ses lecteurs la traduction de ce qu'écrivait il y a plus de 50 ans, H.Yacobi (Y.Hirsh) dans une brochure éditée en supplément à la Naïe Presse du 31/12/1955, sous le titre: “40 questions et réponses sur Israël et le Proche-Orient”\*. H.Yacobi avait vécu quelques années en Palestine dans les années 30, avant d'en être expulsé par les Britanniques ; au sein de la rédaction de la Naïe Presse, il écrivait sur le Proche-Orient. En 1972, il succéda à Meilekh Kenig au poste de rédacteur en chef, jusqu'à l'arrêt de la parution du journal, en 1993 [cf. PNM n°153, n°202 et n°203]. Voici donc un extrait de l'Introduction, et la Question 2 dans son intégralité. La Question n° 3 (Comment Israël est-il sorti victorieux de la guerre d'indépendance ?) sera publiée dans un prochain numéro de la PNM.

**INTRODUCTION :** (...) Quelle est la raison de cette tension, qui revient périodiquement et prend de plus en plus un caractère chronique ? Quels sont les responsables de l'aggravation de la situation ? Quelles sont les perspectives de détente et de paix ? Quels sont les moyens d'assurer l'avenir d'Israël dans la paix et le bien-être ? Toutes ces questions, chaque juif se les pose aujourd'hui, doublement inquiet de la situation au Proche-Orient : d'abord parce que cette situation présente une menace pour la paix, à laquelle il est attaché de tout son être, ensuite parce qu'elle comporte une grande menace pour Israël, qu'il voudrait voir heureux et prospère, dans la paix et le bien-être, la liberté et l'indépendance. (...) Quelle est la vérité ? Quel est le véritable sens des événements survenus dernièrement au Proche-Orient et en Israël ? Quel est le rôle effectif joué là-bas par les différents acteurs politiques : les milieux impérialistes et le camp socialiste, Israël et les pays arabes ? Quelle est la réponse juste à toutes les questions soulevées ci-dessus, que chaque juif se pose ? La présente brochure a pour but de répondre à tout cela posément et objectivement, en se basant sur les faits, avec l'unique souci de la paix et de l'avenir d'Israël.

[1. Que représentent le Proche et le Moyen-Orient ? (...)]

2. Comment l'Etat d'Israël est-il né ?

Pour mieux comprendre et juger plus aisément la politique et le comportement des puissances impérialistes - l'Amérique et l'Angleterre - ou de l'Union soviétique et des démocraties populaires, ou d'Israël même, il est utile de revenir en arrière, à l'époque de la **naissance de l'Etat d'Israël** et de sa **guerre d'indépendance** : cette période est pleine d'enseignements historiques importants, non seulement sur le passé mais également sur le présent et l'avenir.

1) En 1947, après de longs mois de répression sanglante exercée contre les juifs d'Eretz Israël par la puissance mandataire britannique, après la poursuite incessante par la marine anglaise des survivants juifs qui cherchaient refuge en Eretz Israël, et face à la montée de la lutte anti-impérialiste dans tout le pays - la question de la Palestine s'est posée avec une acuité particulière. Mais aussi bien l'Angleterre que l'Amérique ont cherché à empêcher une solution juste. Ils ont envoyé en Eretz Israël des commissions d'enquête (18 commissions entre 1945 et 1947) sans parvenir à la moindre solution. Ce qu'ils voulaient, c'était seulement opérer certains changements de régime, qui préserveraient en fait, sous des dehors nouveaux, le pouvoir de l'impérialisme.

Seule l'Union soviétique, à la première occasion qui lui fut donnée de prendre la parole sur la question de la Palestine et de contribuer à son règlement - c'est à dire lorsque cette question fut posée devant l'ONU - a indiqué quelle voie répondait aux justes intérêts de la population, et réclamé :

- a) l'annulation définitive du mandat britannique sur la Palestine ;
- b) le retrait des forces militaires, de la police, et de toute l'administration britannique ;
- c) la complète indépendance du pays et la création de deux Etats indépendants et souverains : un juif et un arabe.

2) Dans toutes leurs déclarations, à commencer par celle, historique, de Gromyko en mai 1947<sup>1</sup>, jusqu'aux autres interventions et discours devant les différents organes de l'ONU (Commission spéciale pour la Palestine, Commission politique<sup>2</sup>, Conseil de sécurité, Assemblée générale), les délégués soviétiques Gromyko et Tsarapkin, ainsi que les représentants de la Pologne et de la Tchécoslovaquie ont affirmé le droit des juifs en Eretz Israël à un Etat à eux, et exigé que soit réglée rapidement la question palestinienne en créant deux Etats indépendants - un juif et un arabe - vivant en paix et liés par une Union économique.

3) Tout au long de l'année 1947, chaque fois que la Question de la Palestine était abordée devant l'ONU, l'Angleterre essayait de saboter son juste règlement, et l'Amérique cherchait à faire traîner les débats en longueur. En particulier, l'Amérique s'est opposée à ce qu'une date soit fixée pour mettre un terme au mandat britannique. Mais les représentants soviétiques furent vigilants. Le 24 octobre 1947, Tsarapkin demandait que soit fixée la date de la fin du mandat, et le 26 novembre, il avertissait : “Nous nous opposerons à toute tentative de faire traîner ou de renvoyer à plus tard le règlement de la Question de la Palestine”.

4) Déterminés à garantir la mise en application de la résolution<sup>3</sup> par laquelle l'Assemblée Générale de l'ONU décidait du partage de la Palestine en deux Etats indépendants, l'un juif, l'autre arabe, les représentants soviétiques ont constamment demandé que son exécution soit confiée au Conseil de Sécurité, mais l'Amérique s'y est opposée et a obtenu qu'une commission spéciale en soit chargée<sup>4</sup>.

5) Dès que fut prise par l'ONU cette décision historique de créer en Palestine un Etat juif (et un deuxième - arabe), l'Angleterre ainsi que l'Amérique ont commencé à la saboter : ouvertement pour la première, par un double jeu en coulisses pour la seconde.

En contradiction avec la décision de l'ONU, les britanniques n'ont laissé entrer en Palestine la commission d'administration transitoire que deux semaines avant la fin du mandat, fixée au 15 mai<sup>5</sup>. Ils lui ont interdit de se déplacer à l'intérieur du pays, ont refusé de coopérer avec elle et n'ont pas permis que soit assurée sa protection<sup>6</sup>. Ils ont aussi refusé d'appliquer la décision de l'ONU prévoyant l'évacuation avant le 1<sup>er</sup> février 1948 d'une zone située

sur le territoire attribué aux Juifs, et comprenant un port pour permettre une immigration juive importante<sup>7</sup>. Dans le même temps, l'Angleterre lançait sur les agglomérations juives des groupes armés arabes et agita à plusieurs reprises devant les instances de l'ONU la menace d'un “chaos” (qu'elle organisait elle-même), au cas où serait maintenue la décision sur l'évacuation britannique.

De son côté, l'Amérique essayait en coulisses d'empêcher la mise en oeuvre de la décision de l'ONU, en cherchant à remettre en discussion le plan qui avait déjà été accepté et en proposant que la commission d'administration transitoire, qui devait achever son travail avant le 15 mai, se réunisse aussi tard que le mois de juillet. Ce qui a conduit le magazine “The Nation” à accuser le Département d'Etat de “prendre part au complot britannique” visant à empêcher la création d'un Etat juif (janvier 1948). La même accusation a aussi été formulée par les leaders sionistes<sup>8</sup> Abba-Hillel Silver et Emmanuel Neuman ainsi que par l'Agence juive elle-même ; ils ont montré le “jeu dangereux mené en coulisses par des hommes

d'Etat américains influents pour annuler les décisions de l'ONU au sujet d'Eretz Israël” (janvier-février 1948). De façon plus abrupte, l'ancien sous-secrétaire d'Etat américain Sommer Welles déclarait à peu près à la même époque: “l'Amérique a trahi la confiance du peuple juif”.

6) Non content de saboter la mise en oeuvre de la résolution de l'ONU et d'armer des groupes de combat arabes qu'il lançait contre les agglomérations juives en Eretz Israël, le gouvernement anglais envoyait ses propres troupes attaquer ces mêmes agglomérations. Le 12 avril 1948<sup>9</sup>, l'armée anglaise, conjointement avec les groupes arabes, prenait part au bombardement de Tel-Aviv par des tirs de mortier. Le 24 avril, l'armée anglaise intervenait contre les Juifs à Jérusalem et à Jaffa avec des véhicules blindés et des tanks Sherman. Le 28 avril, Bevin<sup>10</sup> déclarait dans un discours cynique qu'il continuerait, conformément aux accords conclus, d'acheminer des armes et des officiers en Transjordanie, et quant aux juifs, il leur donnait “un conseil - renoncer à la lutte”. Le 7 mai, l'armée anglaise tirait sur Guivat Shaul, un faubourg de Jérusalem, et sur une agglomération proche de Rehovot. En même temps, l'Amérique interceptait les armes qui étaient envoyées aux Juifs en Eretz Israël et menait une politique dite de “non-intervention”, politique qui revient toujours à aider indirectement l'agresseur.

7) Après quelques mois de double jeu l'Amérique abat finalement ses cartes : le 20 mars 1948 elle se prononce officiellement contre les décisions de l'ONU et propose au lieu d'un Etat indépendant juif (et un arabe) une tutelle internationale (un trusteeship) qui remplacerait le mandat

britannique. Le 8 avril, le président Truman déclare lors d'une conférence de presse, que “le maintien de l'Angleterre en Palestine, au delà du 15 mai, reste à l'ordre du jour”.

Le 6 mai - c'est à dire neuf jours avant la date d'entrée en vigueur de la décision de l'ONU - le représentant américain propose de remplacer la mise en oeuvre du plan de partage par l'instauration d'un “régime transitoire” - afin de rendre impossible la proclamation de l'Etat.

8) Tout au long de ces mois, les représentants de l'Union soviétique et des démocraties populaires luttent pour l'exécution pleine et entière de la décision de l'ONU. Le 3 mars, le 31 mars, et le 21 avril, Gromyko dénonce à la tribune de l'ONU les manœuvres anglo-américaines : il montre que l'Angleterre et l'Amérique cherchent, sous couvert de “trusteeship”, à faire de la Palestine une base militaire ; Gromyko déclare que “les juifs et les arabes de Palestine sont mûrs pour l'indépendance” et annonce que l'Union soviétique luttera contre toute tentative de modifier la décision de l'ONU. Les représentants de la Pologne et de la Tchécoslovaquie se prononcent dans le même sens.

C'est grâce à cette pression, grâce à cette aide décisive, que l'on est parvenu, le 29 novembre 1947, à la décision historique de créer l'Etat juif (et un arabe) en Eretz Israël ; et le 15 mai 1948, à la proclamation de l'Etat d'Israël. □

[3. Comment Israël est-il sorti victorieux de la guerre d'indépendance ?]

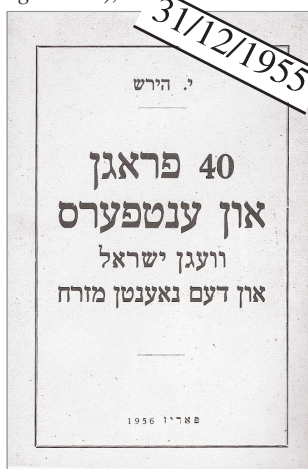
(suite dans un prochain numéro)

## NDLR

\* Y. Hirsh, 40 fragn un entfers vegn Yisroel un dem Noentn Mizrekh (40 questions et réponses sur Israël et le Proche-Orient), Ed. Naïe Presse (Paris, 1956), supplément au n° du 31/12/1955, 79 p., trad. du yiddish par Boris Hirsowski et PNM.

1. Devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le 14 mai 1947
2. Commission de l'ONU chargée des questions politiques spéciales et de la décolonisation
3. Résolution 181 du 29 novembre 1947\*\*
4. Résolution 181 (Partie I,B)\*\*
5. Décision des Britanniques en date du 3 décembre 1947
6. Cf. “La Grande-Bretagne et le Plan de partage selon les renseignements militaires et d'autres sources officielles” de Freda Kirchwey (directrice de rédaction), in “The Nation” (8 mai 1948), hebdomadaire de gauche new-yorkais
7. Résolution 181 (Partie I,A,2)\*\*
8. Américains
9. Le même jour, le Conseil de la Ligue arabe entérine un plan d'invasion de la Palestine
10. Ernest Bevin, ministre anglais des Affaires étrangères.

\*\* On trouve la résolution 181 de l'ONU sur Internet : <http://www.un.org/french/Depts/palestine/history2.shtml>, puis cliquer sur “résolution 181 (II)”





## Dossier 60 ans d'Israël

## Le sionisme est multiple ...

## RÉFLEXION SUR LE SIONISME ET SON HISTOIRE ... (I)

PAR JACQUES DIMET

**L**e sionisme est multiple : il va de partis d'extrême-droite à des partis de gauche en passant par des courants syndicaux, libéraux, conservateurs. Les partis politiques israéliens sont, pour la plupart, issus des formations sionistes transnationales qui étaient membres de l'organisation sioniste, fondée au Congrès de Bâle de 1897. Par contre, très peu de juifs de la "diaspora" sont membres de partis politiques sionistes.

Avant de remonter aux origines du sionisme, il convient de discuter la signification même de ce terme. Et de son corollaire l'antisémitisme, en notant d'ailleurs, que l'histoire a fait évoluer le sens de ces deux mots, et aussi l'appartenance aux combats politiques de l'un et de l'autre.

Depuis la réinvention du sionisme (ou plutôt depuis son établissement en doctrine politique) par Théodore Herzl à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des changements fondamentaux ont été opérés. L'activité politique, et donc celle du sionisme, a évolué avec, en Europe, la fin des empires centraux après la guerre de 14/18, la Révolution russe, la seconde guerre mondiale et la Shoah et, bien sûr, la création de l'Etat d'Israël (guerre d'indépendance pour les uns, *Naqba* "la catastrophe" pour les autres). On aurait même pu penser qu'avec la création de l'Etat d'Israël, le sionisme politique avait atteint son but et qu'en Israël même en tout cas, le sionisme n'aurait plus de raison d'être.

La signification des termes a changé.

En Israël, à l'exception du parti communiste, de groupes d'extrême gauche, des partis arabes et de certains courants religieux, le cadre politique général provient de la matrice sioniste, ce qui n'empêche pas des mouvements sociaux, des mouvements pacifistes de se développer sans référence explicite au sionisme. Dans le reste du monde, il est perçu aujourd'hui comme un soutien à Israël et à la politique israélienne.

Mais revenons au sens. Le sionisme, tel qu'il a évolué après le congrès de Bâle, est devenu, en quelque sorte, un mouvement national de libération du peuple juif, qui promeut une existence nationale en Palestine. En comprenant bien que dans un mouvement national de libération, il puisse y avoir des côtés progressistes (d'émancipation humaine) et des côtés réactionnaires, conservateurs, où le nationalisme l'emporte sur l'humanisme. Et cela est vrai dans tous les mouvements de libération. De plus, tout mouvement national de libération n'est pas en soi porteur de progrès social ou politique.

Définir le sionisme (nous parlons ici du sionisme dans les moments de sa fondation) comme un mouvement national de libération du peuple juif amène à une série de questions auxquelles nous sommes obligés de tenter de donner des réponses.

Les Juifs forment-ils un peuple ?

Soumis à une oppression, doivent-ils construire des organisations spécifiques pour se libérer, ou bien participer à

d'autres formes d'organisation politiques ou sociales ?

Pour les sionistes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qui veulent apporter une réponse de type national, le peuple juif existe.

Pour les assimilationnistes ou pour les juifs des Lumières, être juif était un fait religieux et pas du tout un fait national.

Théodore Herzl lui-même aura du mal à sortir des contradictions dans lesquels il se trouve : assimilationniste dans un premier temps (il veut même proposer au Pape une conversion massive des juifs d'Europe au catholicisme)<sup>1</sup>, il pense ensuite que c'est précisément l'assimilation qui en donnant de nouveaux droits aux juifs fait progresser l'antisémitisme et donc qu'il faut y apporter de nouvelles réponses. "Je comprends l'antisémitisme", écrit-il. Nous, les juifs, nous sommes demeurés, même si ce n'est pas notre faute, des corps étrangers au milieu des diverses nations. Nous avons acquis dans le ghetto nombre de caractéristiques antisociales. Notre caractère a été corrompu par l'oppression et il faut une autre pression pour le rétablir. En fait l'antisémitisme est la conséquence de l'émancipation<sup>2</sup>."

Herzl fait également une distinction entre les juifs occidentaux et les juifs d'Europe orientale, qu'il considère comme la lie de l'Europe (qui font honte aux juifs occidentaux) et dont il redoute qu'ils soient gagnés par les idées socialistes et révolutionnaires.

Mais ces contradictions de Herzl s'appuient sur du réel, qui a amené des marxistes et révolutionnaires juifs d'Europe orientale à tenter de donner eux aussi des réponses : on peut, rapidement, penser au *Bund* (le parti socialiste ouvrier juif), actif dans l'empire tsariste et qui n'a jamais été sioniste, et aux révolutionnaires juifs du parti bolchevik.

Pourquoi ces spécificités juives ? Pour aller vite : en Europe orientale, à la suite de persécutions, et par une conception de l'Etat différente de celle de la France, il peut y avoir sur le même sol, sur la même terre, des peuples différents imbriqués les uns dans les autres, *a fortiori* dans les constructions multinationales que sont les empires russe et austro-hongrois.

Dans l'empire tsariste (et dans le Royaume de Pologne, qui est la partie de la Pologne intégrée à l'empire russe), les juifs parlent une langue spécifique, utilisent un alphabet spécifique, ont des lieux de vie particuliers.

Alors que les mouvements nationaux gagnent en ampleur, il n'est pas anormal que la revendication nationale touche tous les peuples opprimés. Les juifs, comme les Tatars, les Géorgiens, les Arméniens sont en droit de demander leur reconnaissance nationale dans une structure étatique particulière. D'autant que la religion n'est pas le seul critère de différenciation. Même si un juif cesse d'être religieux, il ne peut pas, sauf exception, vivre ailleurs, dans l'empire tsariste que dans sa zone de résidence. De plus, le *yiddish* est une véritable langue de communication, de savoir, de culture...

Mais Herzl a une définition différente. Pour lui, dans un premier temps de sa réflexion, les juifs doivent se retrancher de l'Europe à cause de l'antisémitisme. Il leur faut donc reconquérir un Etat et peu importe où se situera cette nouvelle colonie (dans l' "Etat juif", il évoque l'Argentine). La pression des *Amoureux de Sion* qui ont déjà commencé à installer des colonies de peuplement en Palestine sera forte et le premier congrès sioniste affirme que le foyer juif (il n'est pas encore question d'Etat) doit s'installer en Palestine, alors sous domination ottomane. Par contre, pour nombre de juifs d'Europe centrale et orientale, la reconnaissance d'une spécificité juive (la langue, la culture, les mœurs) doit se faire dans le cadre du pays où l'on se trouve, et s'intégrer aux forces révolutionnaires et progressistes de ces pays.

Ce n'est pas l'avis de Herzl. Dans l' "Etat juif" (*Judenstaat*), publié en 1896<sup>3</sup>, comparant l'Argentine et la Palestine, il écrit : "La Palestine reste notre patrie historique inoubliable. Son seul nom constituerait pour notre peuple un cri de ralliement d'une extraordinaire puissance. Si Sa Majesté le Sultan consentait à nous donner la Palestine, nous pourrions nous charger de mettre en ordre les finances de la Turquie. Pour l'Europe, nous formerions là-bas un élément du mur contre l'Asie ainsi que l'avant-poste de la civilisation contre la barbarie."<sup>4</sup> .../...

(la suite au prochain numéro)

1. "Comment trouvez-vous le fait que, moi qui ne me fais pas baptiser, je sois pourtant pour le baptême des juifs ? C'est vrai, bien que cette question soit réglée pour moi, je ne m'en préoccupe pas moins énormément pour mon fils Hans ; et je me demande si j'ai le droit de lui rendre la vie aussi amère et noire que fut la mienne. Car, à l'âge de conscience, on n'a pas le droit de quitter la "religion de ses pères", même si on ne la possède pas. Dans les moments de faiblesse, comme la prime jeunesse, la maladie et la vieillesse, et dans l'ignorance, l'homme a besoin d'une religion. Peu importe laquelle." Lettre de Théodore Herzl à Friedrich Leitenberger, cité par Alain Boyer in *Théodore Herzl*, coll. Présence du judaïsme, Ed. Albin Michel.
2. Journal sioniste, op. cité.
3. Claude Klein a préféré traduire le titre du livre de Théodore Herzl par *L'Etat des Juifs* dans l'édition publiée par La Découverte.
4. Th. Herzl, *L'Etat des Juifs*, traduction de Claude Klein, Ed. La Découverte/Poche, janvier 2008, p. 44.

**NDLR 1** : Ces réflexions sur le sionisme se poursuivront dans les prochains numéros de la *PNM*.

**NDLR 2** : Des circonstances indépendantes de notre volonté nous ont empêché de publier dans le dossier de ce numéro, l'article prévu sur la "Nakba". Nous y reviendrons prochainement, et remercions nos lecteurs de leur compréhension.

## Chronologie - La Genèse

...1948

**Fin mars** L'armement tchécoslovaque arrive. Contre-offensive de la Haganah

**14 mai** Fin du mandat britannique. Proclamation de l'indépendance d'Israël. Les Etats-Unis reconnaissent *de facto* le nouvel Etat. Les armées de cinq pays arabes pénètrent en Palestine.

**17 mai** L'URSS reconnaît Israël *de jure*.

**11 juin-8 juillet** Trêve.

**20-22 juin** Crise de l'*Altalena*. Le bateau armé par le Herout (extrême droite) et chargé d'armes est coulé par le Palmach, unité d'élite de la Haganah.

**9-18 juillet** Reprise des combats.

**18 juillet-15 octobre** Trêve

**17 septembre** Un commando sioniste d'extrême droite abat le *comte Bernadotte*, envoyé spécial de l'ONU.

**20 septembre** Le gouvernement d'Israël dissout le groupe Stern et l'Irgoun.

**11 décembre** L'Assemblée générale des Nations-Unies se prononce pour le droit des réfugiés arabes de Palestine au retour. L'Etat arabe de Palestine n'existe pas.

**17 décembre**. L'ONU refuse l'admission d'Israël.

1949

**24 février** Armistice entre Israël et l'Egypte.

**23 mars** Armistice entre Israël et le Liban.

**3 avril** Armistice entre Israël et la Jordanie

**11 mai** Israël est admis à l'ONU (voir encadré ci-dessous).

**20 juillet** Commission d'armistice israélo-syrienne

1950

**1<sup>er</sup> janvier** Contrairement à une résolution de l'ONU, Israël fait de Jérusalem (Ouest) sa capitale.

**24 avril** Le roi Abdallah annexe la Cisjordanie.

## ❖ Fiche de l'ONU

## Israël devient Membre de l'Organisation des Nations Unies

Le 11 mai 1949, Israël fut admis à l'Organisation des Nations Unies. Le préambule de la résolution admettant Israël comme membre de l'Organisation des Nations Unies mentionnait expressément l'engagement d'Israël d'appliquer les résolutions 181 (II) et 194 (III), qui exprimaient la conception centrale de la question de Palestine à l'Organisation des Nations Unies :

- « Ayant reçu le rapport du Conseil de sécurité relatif à la demande d'admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies,
- « Notant que, de l'avis du Conseil de sécurité, Israël est un Etat pacifique, capable de remplir les obligations de la Charte et disposé à le faire,
- « Notant que le Conseil de sécurité a recommandé à l'Assemblée générale d'admettre Israël à l'Organisation des Nations Unies,
- « Prenant acte, en outre, de la déclaration par laquelle l'Etat d'Israël "accepte sans réserve aucune les obligations découlant de la Charte des Nations Unies et s'engage à les observer du jour où il deviendra Membre des Nations Unies",
- « Rappelant ses résolutions du 29 novembre 1947 et du 11 décembre 1948, et prenant acte des déclarations faites et des explications fournies devant la Commission politique spéciale par le représentant du Gouvernement d'Israël en ce qui concerne la mise en œuvre desdites résolutions,
- « L'Assemblée générale,
- « Remplissant les fonctions qui lui incombent aux termes de l'Article 4 de la Charte et de l'Article 125 de son règlement intérieur,
- « 1. Décide qu'Israël est un Etat pacifique qui accepte les obligations de la Charte, qui est capable de remplir lesdites obligations et disposé à le faire;
- « 2. Décide d'admettre Israël à l'Organisation des Nations Unies. »

Source : Origines et évolution du problème palestinien, 1917-1988, Nations Unies, 1990, p. 157.

11/05/1949



## Dossier 60 ans d'Israël

## QUEL AVENIR AUJOURD'HUI ?

INTERVIEW D'E. BENBASSA



## Comment la création de l'Etat d'Israël s'inscrit-elle dans l'Histoire juive après la Shoah ?

Sans le sionisme et son travail pour la création d'un État juif, il n'y aurait sûrement pas eu un État après la Shoah. Ce serait oublier toutes les étapes et les conquêtes idéologiques du nationalisme juif depuis les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le sionisme est né en même que les autres nationalismes européens, avec l'idée que les Juifs devaient désormais prendre leur destin en main. Les pogroms en Russie conduisent à cette conclusion. La Shoah et la culpabilité des puissances européennes a certainement hâté la fondation d'un État susceptible d'accueillir les survivants. Mais si, avant la Shoah, l'idée d'un État n'avait pas mûri sur le terrain en Palestine, aucun État n'aurait jamais vu le jour. Faire d'Israël l'unique résultat de la Shoah, ce serait le réduire à un État de victimes, et oublier le conflit entre Juifs et Palestiniens sur place, l'achat de terres aux propriétaires arabes, le travail pionnier, les stratégies politiques pour imposer cet État lorsque le moment serait propice.

## Les relations entre juifs et arabes ont-elles toujours été conflictuelles ?

À ses débuts, le sionisme a occulté la question arabe. Ses promoteurs l'ont abordée sous l'angle colonialiste en vogue à l'époque. En apportant aux Arabes de Palestine la "civilisation", à savoir la technique, le savoir-faire, et en améliorant leur condition économique, ils pensaient les gagner à leur cause ou tout simplement vivre paisiblement avec eux. D'autres sionistes, comme le publiciste *Ahad Ha-Am*, ont pourtant très vite souligné que sur cette terre de Palestine, il y avait des habitants, et qu'un jour ou l'autre surgiraient des tensions graves. Néanmoins, les leaders sionistes, dans leur majorité, ont préféré occulter le problème, probablement conscients qu'il serait insoluble.

Si le pionnisme sioniste et le colonialisme occidental n'ont pas exactement les mêmes caractéristiques, ils partagent toutefois la même arrogance face aux autochtones considérés comme inférieurs à tous points de vue, et qu'on imagine pouvoir "régénérer" par sa venue. À cela s'ajoute l'idée que la Palestine était en tout état de cause la terre biblique promise au peuple juif. Certes, cette idée a pris du temps à s'imposer, et jusqu'à la mort de *Herzl*, on a effectivement envisagé d'installer le futur foyer national juif dans d'autres contrées, notamment en Ouganda (l'actuel Kenya).

## La souffrance comme identité ?

La souffrance, ses représentations, ses instrumentalisation successives, ont façonné l'histoire du peuple juif et du judaïsme. J'ajouterai que la souffrance a façonné l'idée que ce peuple et cette religion se faisaient de leur histoire. Si la Shoah a permis en Israël aux Juifs de renouer avec leur passé diasporique, nié d'abord par une idéologie sioniste aspirant à créer un État neuf, et par-là même à inventer un "Juif nouveau", elle a aussi permis à ceux qui ne pratiquaient plus, de renouer avec le judaïsme tout court. La Rédemption étant atteinte avec la naissance d'Israël, on comprend que cet État ait très vite résumé, et comme incarné à lui seul, l'espérance qu'il fallait aux Juifs pour panser les blessures de leur tragique expérience. Toujours en équilibre fragile,

fluctuant au gré des guerres entre Israéliens et pays arabes, et des développements du conflit israélo-palestinien, cette espérance-là n'a pourtant pas réussi à apaiser définitivement la perpétuelle inquiétude dans laquelle vivent les Juifs, ce "triomphalisme de la souffrance" qui les referme sur eux-mêmes, les éloignant souvent de l'universalisme qui longtemps a été le leur.

Le génocide des Juifs a été, dans les années 1970, idéologisé par les dirigeants de droite arrivés au pouvoir en Israël, et récupéré à des fins politiques pour justifier les nouvelles frontières après la guerre des Six-Jours. Non seulement la Shoah s'est installée comme une nouvelle religion civile, parallèlement au judaïsme de la Loi écrite et de la Loi orale, mais, en accédant à ce statut, elle a permis de placer la victimité en général sur un piédestal, en lui impartissant un surcroît de prestige. La survie du judaïsme va-t-elle sans cesse dépendre de l'antisémitisme, seul susceptible d'alimenter cette victimité ?

## Les relations entre Sépharades et Ashkénazes - Quelle évolution possible ? - Affinités entre Sépharades et Arabes

En Israël, la question des Sépharades évolue quelque peu. Néanmoins, longtemps, ils ont été perçus comme des "primitifs", voire comme des Arabes juifs.

Se souvenant de l'expérience calamiteuse vécue sous les travaillistes, à leur arrivée en Israël, ils ont voté dans les années 1970 pour la droite. Comme on ne les avait réduits qu'à leur religiosité, les mêmes Sépharades ont créé le *Shas*, parti politique religieux sépharade.

Aujourd'hui, on conserve dans les musées leur folklore, parce qu'ils ne sont vus qu'à partir de ce folklore. Les Sépharades ont nourri également un contentieux avec les Arabes, lié à leur exil, à savoir à leur départ des pays arabes, et à la difficulté de leur condition en Israël même, suite à cet exil. De même, eux qui sont les Arabes juifs ne peuvent pas s'identifier aux Palestiniens.

Un jour, toutefois, il est à espérer qu'un rapprochement sera possible, ne serait-ce qu'en raison des nombreuses traditions et façons de vivre qu'ils partagent avec les Arabes, et parfois leur proximité linguistique.

## En fonction de votre expérience personnelle, comment voyez-vous l'avenir ?

Un peu sombre, mais le Moyen-Orient est une contrée où tout peut changer du jour au lendemain. Restons vigilants, mais optimistes. □

Propos recueillis par Roland Wlos et Jeanne Galili-Lafon

\* **Esther Benbassa** est directrice d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, auteur notamment de *La Souffrance comme identité* (Fayard, 2007) et de *Des cultures et des Dieux. Repères pour la transmission du fait religieux* (Fayard, 2007). Lauréate en 2006, avec *Jean-Christophe Attias*, du Prix *Séligmann* contre le racisme, l'injustice et l'intolérance pour l'ouvrage collectif *Juifs et musulmans : Une histoire partagée, un dialogue à construire*, et pour leur action contre le racisme et les discriminations.

## Internet :

- <http://www.estherbenbassa.net>  
- <http://www.jeanchristopheattias.net>  
- <http://www.centrealbertobenveniste.org>  
- <http://www.parisdudivreensemble.org>

## VAINCRE HITLER

## POUR UN JUDAÏSME PLUS HUMANISTE ET UNIVERSALISTE

Dans son article intitulé : *Avrum BURG* : "Adieu au sionisme" (*PNM* n° 247 (juin 2007) p. 3), **Meir Avni** concluait ainsi : Attendons de lire le livre d' **Abraham Burg** ! C'est maintenant chose faite, le livre vient de sortir en mars, à l'occasion du Salon du Livre.

Sans doute, l'avenir de la confrontation entre Israël et les Palestiniens hésite-t-il, schématiquement pour un Français progressiste, entre trois scénarios, dont deux sont des scénarios catastrophes : soit une improbable issue à l'américaine, dont les derniers Indiens survivent dans des réserves ; les Palestiniens refoulés, humiliés, sont définitivement chassés de leurs terres et l'État religieux, cheval de Troie des USA au Proche-orient sort victorieux et ouvre une nouvelle page de son histoire. Soit les tensions de toutes sortes, le pourrissement volontaire du conflit ont pour conséquence l'explosion de la poudrière, dans le cadre de la déstabilisation des relations internationales. Soit, mais comment garder l'espoir, la conjonction des changements opérés à la direction des États-Unis et l'infléchissement de la politique israélienne permettent une solution politique, comme hier en Afrique du Sud. Naissance d'un véritable État palestinien sur un territoire raisonnable, et coopération des deux entités.

Tel est le cadre de pensée résumé qui accueille le nouveau livre d' *Abraham Burg* \*. Rappelons que l'auteur a exercé les plus hautes responsabilités : conseiller d'un Premier ministre, président de l'Agence juive et du Mouvement sioniste mondial, vice-président du Congrès juif mondial et président de la *Knesset*. C'est ce qui donne du poids à ce livre finalement iconoclaste. D'autant que l'auteur convoque en permanence la sagesse de son père (juif de Dresde, fondateur de l'État d'Israël et, excusez du peu, ministre de l'Intérieur du gouvernement Begin) en matière de pacifisme, et l'humanisme de sa mère, rescapée du massacre d'Hébron, qui parlant du fils de l'auteur, pilote, non de chasse mais dans le transport aérien, s'exclame : "Tu imagi-

nes que mon petit-fils puisse bombarder des innocents ? " ! Réaction qui témoigne des contradictions à l'œuvre dans la société israélienne, et dont l'observation donne parfois l'espoir que l'humanisme puisse l'emporter sur la logique de domination.

*Avraham Burg* interroge dès la préface : peut-on de l'extérieur comprendre l'identité d'Israël ? Il recommande l'esprit de tolérance à qui veut pénétrer ces réalités complexes.

Sur la valeur des arguments exposés, l'on conseillera au lecteur de se reporter, par exemple, à la double page qu' *Eric Rouleau* donne au *Monde Diplomatique* du mois de mai, ou aux décryptages des observateurs compétents.

Pour ma part, je reçois cet ouvrage, qui éclaire les enjeux géopolitiques par une réflexion familiale mêlée, comme une méditation constructive dans l'esprit quasi-dialectique de *Moses Mendelssohn*, grand philosophe juif Berlinoïse, dont l'œuvre participe de l'esprit des Lumières.

À savourer notamment au fil de l'ouvrage la finesse des réflexions sur les relations, les comportements, les cultures des différentes composantes du peuple juif d'Israël ; les effets pervers d'un système d'enseignement qui instrumentalise la Shoah comme seul référent de l'identité du pays, au point de finir par donner, de la part des lycéens des paroles aussi absurdes que : "Je dois passer la Shoah obligatoire", on entendra par là, comme dirait *Pierre Dac*, passer le bac. L'auteur s'insurge contre les dérives d'un régime qui fait de ses enfants, quels que soient leur origine géographique et historique, "des survivants par procuration", et de tous les Israéliens des survivants.

Réflexions pénétrantes également sur la conception israélienne de la sécurité et de la force, qui entraîne un "mode de vie guerrier", une présence militaire considérable, sans contrepoids dans la société.

À cette posture conquérante, agressive, en contradiction flagrante avec les origines proclamées, les valeurs universalistes et humanistes du judaïsme offrent-elles une autre conception de la société, et une voie pour y parvenir en apaisant les terribles tensions du moment ?

Avec l'auteur, respectant le parcours de sa pensée qui conduit cet acteur du groupe dirigeant à chercher un autre chemin, on voudrait croire que le pire n'est pas toujours sûr. □

Nicolas Devers-Dreyfus

\* **Avraham Burg** *Vaincre Hitler - Pour un judaïsme plus humaniste et universaliste*, Ed. Fayard, Paris (2008), 368 p., 23 €.

[ NDLR : Voir aussi en p. 3 de la *PNM* n° 247 (juin 2007), l'article de **Meir Avni** : *Avrum BURG* : "Adieu au sionisme" ]



RW



## Histoire

## HISTOIRE DES JUIFS EN POLOGNE

(3/4)

## Culture

(suite\* du numéro 255 de la PNM (avril/mai 2008))

## Les juifs dans les différentes parties de la Pologne partagée (1795-1919)

Après la suppression de l'État polonais, à la suite du *Troisième Partage*, en 1795, le judaïsme passa du statut communautaire à celui de religion tolérée.

En Poznanie, où les Prussiens "toléraient" les juifs et leur avaient octroyé, dès 1812, des droits réduits, les députés polonais au *Reichstag* ne faisaient rien en faveur de leur émancipation. Aussi, en 1848, les juifs n'apportèrent pas leur soutien à la cause polonaise et se déclarèrent "patriotes allemands".

En Galicie, région passée sous le contrôle des *Habsbourg* depuis 1772, le pouvoir espérait que l'école d'État permettrait de régénérer et d'assimiler les juifs. Pour accélérer l'évolution, *Joseph II*, par la *Patente de tolérance* de 1781, supprima les communautés, ôta le pouvoir aux rabbins, multiplia les obstacles administratifs à l'installation des juifs ainsi que les taxes et les impôts ; les *Habsbourg* combattaient, tout particulièrement, le *hassidisme* jugé nuisible à l'intégration de ces populations. À Cracovie, lors des mouvements révolutionnaires de 1846, les juifs partisans des *Lumières*, conduits par le rabbin *Ber Meisels*, adoptèrent le *Parti des patriotes* tandis que les *hassidim* s'opposaient à la scolarisation au sein des écoles publiques. Les autorités autrichiennes surent reprendre la situation en main sans effusion de sang en accordant aux juifs l'égalité des droits par la *Constitution de 1849* qui cependant ne fut sincèrement appliquée qu'après 1868.

Dans le royaume de Pologne, les Russes supprimèrent les communautés et inscrivirent les marchands juifs dans les guildes. Ils promirent des droits limités qui ne vinrent jamais car, s'appuyant sur les sentiments judéophobes des Polonais, ils considéraient que les juifs n'étaient pas encore prêts à les assumer. En réalité, les Russes entretenaient les querelles ethniques à des fins politiques. L'attitude timorée des Polonais, en 1830, comme en 1848, éloigna les juifs de leur cause qu'ils avaient soutenue au début de la Révolution, et les partisans des *Lumières* se tournèrent vers la culture et la politique russes qui amenaient leurs coreligionnaires à s'occidentaliser.

D'autres préféraient s'assimiler à la majorité chrétienne par voie de conversion au catholicisme et surtout au luthérianisme. D'autres encore s'efforçaient de faire abstraction des réalités pour vivre selon les préceptes du *hassidisme* dont les sages (*tsadikim*), organisateurs de cours parfois brillantes et intercesseurs entre l'Homme et Dieu, doués de dons prétendus surnaturels, accurent rapidement leur audience en se rapprochant du mouvement rabbinique orthodoxe. D'autres enfin, cherchaient à rester fidèles à une religion rénovée par les principes des *Lumières* ; lors des Insurrections de 1861-63, dans le Royaume de Pologne, ils fraternisèrent avec les Polonais et obtinrent ainsi du gouvernement des Insurgés, en 1863, l'égalité des droits civils. Ce nouveau statut ne convenait pas aux milieux juifs-orthodoxes désireux de conserver leur



Source : Encyclopédie Encarta 2004

particularisme. Les Russes ne purent jamais revenir sur ces décisions car la société polonaise était préparée par sa littérature, depuis un demi-siècle, à une image non-hostile aux juifs mais plutôt à une vision pessimiste du judaïsme ; à l'exception de l'œuvre de *Zygmunt Kralilski*, "*La non-divine comédie*", écrite sous le choc des événements de 1830 et dans lesquels l'auteur a vu une répétition de la Révolution française attribuée aux juifs destructeurs de la chrétienté. D'ailleurs, *Adam Mickiewicz* qui admirait *Krasinski* regrettait que "*l'auteur eût mis dans la bouche des représentants du peuple israélite ce qu'il y a de plus haineux et de plus atroce...*". Pourtant, ces juifs de la littérature d'avant l'émancipation n'étaient que des stéréotypes (tragiques, comiques, picaresques...) évoquant avec tendresse la Pologne pré-capitaliste. Ces juifs s'appréhendaient toujours à travers la "cause polonaise" dont ils révélaient la faiblesse. Au moment où les juifs allaient être émancipés, la littérature polonaise avait joué un rôle dans le rapprochement de ces deux composantes du pays : c'est en récitant les vers de *Cyprian Norwid* que le juif, *Michaël Lange*, à la tête d'une foule polonaise, se saisit de la croix sur la place du château de Varsovie pour la brandir devant les Cosaques qui le tuèrent alors d'un coup de sabre.

Cependant, les Russes confisquèrent les biens des nobles polonais qui avaient pris part aux Insurrections de 1861/63 et contraignirent les membres de cette classe à former une petite bourgeoisie concurrente des juifs. Ainsi, dans les années 1880, apparut un courant nationaliste et antisémite puissant et durable. Ce courant, animé par la *Démocratie nationale* (*Endecja*), le parti de *Roman Dmowski*, professait que les caractères nationaux des juifs étaient trop forts pour qu'on puisse les assimiler à la majorité polonaise ; d'autre part, l'*Endecja* considérait avec crainte l'afflux dans le Royaume de Pologne d'un grand nombre de juifs de Lituanie (dits : *Litwaki*). De leur côté et pendant très longtemps, les mouvements socialiste, marxiste ou national, n'accueillaient les juifs que s'ils abandonnaient le judaïsme. En réponse à la vague de pogromes, débutée en 1880, les juifs, qui grossissaient les bataillons du prolétariat, furent donc amenés à trouver des solutions particulières ; d'abord dans le *Volkisme*,

PAR DANIEL TOLLET

dont le but était l'"autonomie culturelle" au sein de l'Empire, puis dans le *Bund*, mouvement à la fois politique et social qui souhaitait également la reconnaissance de "droits nationaux" pour les juifs et enfin, dans le *Sionisme* désireux de créer un "État des juifs" hors de l'Europe.

En 1919, on pouvait attendre de la Pologne reconstituée qu'elle concédât l'égalité à tous les citoyens. Au contraire, la majorité ethnique regrettait que les droits des minorités lui aient été imposés par les *Traité de Trianon*. L'Armée polonaise pratiquait l'art du pogrome, car les Polonais reprochaient aux juifs de soutenir les bolcheviques plutôt que la cause polonaise. Les juifs obtinrent des droits religieux alors qu'à l'instar des Ukrainiens, ils réclamaient des droits politiques. Pourtant, des communautés juives puissantes s'organisèrent dans les villes où les juifs formaient un prolétariat pauvre ; les communautés, dont les conseils étaient élus, constituaient le cadre d'une intense activité politique où s'affrontaient religieux et laïcs. Elles organisaient la vie religieuse mais aussi la vie sociale, scolaire, culturelle, et la santé publique. Néanmoins, la misère poussait un grand nombre de juifs à émigrer en Europe occidentale et aux États-Unis tant que ce fut possible. En dépit des fortes pressions de l'*Endecja* qui organisait le boycottage du commerce juif et le *numerus clausus* dans les universités, les communautés bénéficièrent de l'aide de l'État jusqu'en 1935, date de la mort du *Maréchal Józef Pilsudski*. Ensuite, le "pouvoir des colonels", dans l'espoir de mettre un frein aux visées d'*Hitler* sur Gdansk, conduisit la Pologne à adopter des lois antisémites inspirées par l'Allemagne nazie et à chercher des solutions dans l'émigration massive. .../...

(la suite au prochain numéro)

\* L'article *Histoire des juifs en Pologne*, de **Daniel Tollet** [Institut de recherches pour l'étude des religions, Université Paris IV-Sorbonne] est publié par la *PNM* (n° 254 à 257).

## ACTUALITÉ du CINÉMA ISRAÏÉLIEN

Souvent réalisés en co-production, les films israéliens proposent un intéressant miroir de la société israélienne, de ses problèmes, de ses contradictions, du regard que des Israéliens peuvent porter sur cette société. Regard critique, mais regard de citoyens qui s'interrogent sur leur pays. Signalons donc ces films qui passent actuellement sur les écrans :

- *Les Citronniers* d'**Eran Riklis**, prix du public au Festival de Berlin (voir chronique ci-contre)

- *My father, my lord* de **David Volach**

et rappelons :

- *Désengagement* d'**Amos Gitai**, avec Juliette Binoche dans le rôle d'*Ana* (cf. *PNM* n° 248 - septembre 2007)



La Fête des Associations juives qui s'inscrit dans le Festival des Cultures Juives\* se déroulera cette année sur le parvis de la mairie du 3° arrdt. de Paris, le

Dimanche 29 juin

Dans une ambiance conviviale, l'*UJRE* et la *Presse Nouvelle Magazine* vous y accueilleront, vous pourrez y dialoguer avec des responsables de l'*UJRE*, vous procurer nos brochures, vous abonner à notre mensuel, la *Presse Nouvelle Magazine* ...

Une occasion à ne pas manquer !

\* Festival des Cultures Juives : du 15 au 30 juin  
Programme : <http://culture.fju.org/festivalculturesjuives>

Communiqué de l'UEVACJEA



Les élèves de l'Atelier d'Art et son animateur ont l'honneur de vous inviter à l'Exposition-vente de leurs œuvres lors de la journée portes ouvertes le

Mardi 10 juin 2008

à partir de 11 h. au 26, rue du Renard 75004 Paris - 2° étage - M° : Rambuteau

**Les Citronniers**, film d'*Eran Riklis*, est un film d'une humanité intelligente et généreuse.

*Salma*, veuve de 45 ans, vit dans un village palestinien de Cisjordanie, sur la ligne verte qui sépare les territoires occupés d'Israël. Elle s'occupe avec amour, aidée d'un vieil homme, d'un magnifique champ de citronniers. Sa vie va être bouleversée par l'arrivée d'un ministre israélien et de sa femme : le champ de citronniers peut cacher des terroristes, il faut abattre ses arbres.

Le film est la lutte de *Salma* pour sauver ses citronniers. Elle, qui semble avoir été toujours passive, découvre qu'elle peut s'opposer à un ministre, au pouvoir des militaires, à la Cour Suprême. Elle, que sa solitude de veuve a enfermée dans ses gestes quotidiens, ce foulard qu'il faut vite resserrer devant les hommes, découvre qu'elle peut aussi s'opposer à la mentalité masculine de son village. Or *Salma* retrouve le plaisir d'un regard amoureux, le plaisir d'aimer. Mais comme le dit un personnage, on n'est pas dans un film hollywoodien et il n'y aura pas de "happy end". Et cependant, face à tous ces hommes, se créent, entre elle et la femme du ministre qui va, elle aussi, vers un devenir femme, une compréhension, une complicité très fortes.

Film à la fois politique mais pas de façon manichéenne, il est également un film poétique. Que ces deux femmes, l'israélienne, *Rona Lipaz-Michael*, et la palestinienne, *Hiyam Abbass* - belle et excellente comédienne - représentent la lutte possible contre les préjugés et contre l'absurdité des frontières, n'est pas, pour moi, le moindre cadeau.

Jeanne Galili Lafon



## Culture

## Yiddish, ACCESSOIRE idéologique

(4/4)

PAR RINA COHEN

Partis de la mutation du monde juif en Russie, après la montée vers la Palestine, et la consécration de l'hébreu comme troisième langue officielle (après l'anglais et l'arabe) à l'instauration par la SDN du mandat britannique sur la Palestine (1923), nous abordons pour conclure la période contemporaine. Au cours de celle-ci, on voit s'affronter le **Yiddish**, langue de transition vers l'intégration dans les sociétés nationales, et l'**Hébreu**, langue du sionisme, à l'origine de la création de l'Etat d'Israël.

Le processus de sécularisation des populations juives en Europe et aux Etats-Unis ainsi que le développement de l'éducation dans les langues nationales, ont pour conséquence le fait que la littérature et la presse hébraïques (issues de la *Haskala*) cessent d'être la fenêtre unique à travers laquelle les juifs accèdent à la culture non juive. Du même coup, la langue hébraïque n'est plus en mesure de concurrencer la littérature et la culture yiddish qui, de leur côté, continuent à se développer. Le territoire de l'hébreu se réduit donc à la Palestine, c'est-à-dire à un nombre très limité de locuteurs. Les tentatives de publication ou de création de maisons d'édition en hébreu sont vouées à l'échec, puisqu'elles exigent une diffusion plus importante que celle possible en Palestine. Ce qui entraîne une crise de la diffusion de la langue<sup>33</sup>.

En Europe et en Amérique se crée une situation paradoxale, plus les juifs s'intègrent dans les sociétés nationales, plus ils adoptent le *yiddish* comme langue identitaire, tout en recherchant l'effacement de la barrière culturelle et historique entre juifs et non-juifs. Le *yiddish* cesse d'être considéré comme un "jargon" tout en étant légitimé dans le processus d'intégration au sein des nations dans lesquelles les juifs vivent, où dans lesquelles ils souhaitent s'intégrer. Cette légitimation du dialecte devenu langue d'identité n'est toutefois qu'une première étape sur le chemin de l'intégration complète dans la communauté nationale du pays d'élection<sup>34</sup>.

#### En Palestine : conservateurs contre modernes, religieux contre nationalistes

Théodore Herzl visite (pour la première et unique fois) la Palestine en 1898 où il rencontre l'Empereur d'Allemagne à Jaffa<sup>35</sup>. Le périodique orthodoxe *Hahavazelet* lui attribue l'"intention cachée" de transgresser les préceptes religieux. Pour cette publication, la visite de Herzl constitue une sorte de sacrilège. La nouvelle installation sioniste serait la cause du relâchement de la pratique religieuse du *yishuv*. Le journal



Alphabet YIDDISH

orthodoxe *Moria* décrit avec une ironie méprisante les jeunes ouvriers des colonies en Galilée qui, le jour de shabbat, arrivent à Tibériade à cheval et font leurs achats au marché de la ville.

Le journal interpelle ces prétendus mécréants en termes acerbes : "*Qui sont-ils pour oser porter atteinte aux sentiments des habitants ? Est-ce ceux-là, la crème de la nation hébraïque, qui construisent un nouveau yishuv ?*"

L'ancien *yishuv* se tourne contre les *maskilim* - les représentants du nouveau *yishuv* - condamnables car la *Haskala* (les Lumières juives) est étroitement liée à l'idée de nation. Ce concept serait totalement étranger - et donc néfaste - à la conception religieuse traditionnelle d'*Eretz Israël*, la terre promise par Dieu où tout juif doit retrouver le lien privilégié avec le Créateur. Elle est, en outre, contraire aux préceptes du retour à Sion et des rites à n'accomplir exclusivement qu'en Terre d'Israël.

Y venir pour fonder une nation et un Etat est donc profanateur et contraire à la foi.

La *Haskala*, symbole détestable du savoir non-religieux, ne constitue pas, disent les orthodoxes, un remède contre la famine, et l'étude de l'hébreu ne donnera pas du pain. D'ailleurs, estiment-ils, la lutte pour la *Haskala* en *Eretz-Israël* ne peut que détériorer l'image des sages de Jérusalem face à la diaspora et ainsi affaiblir l'image des juifs de Jérusalem, ce qui pourrait tarir les sources de la *haluka*, la manne caritative venant des communautés juives d'Europe et d'ailleurs. Ils se présentent donc comme les défenseurs de la religion à Jérusalem.

Fait encore plus grave pour ces conservateurs, le renouveau de l'hébreu allant de pair avec la *Haskala* est créateur de modernité. L'appel lancé par les *maskilim* à travailler la terre et à développer la production

pour subvenir aux besoins de la population en s'affranchissant de la *haluka*, est considéré presque comme sacrilège. Le renouveau signifie dans cette optique la transformation de l'hébreu de la Bible en langue séculière et en un outil permettant l'infiltration des idées nouvelles, ce qui entraînerait la mise à l'écart de la *Thora* au profit de l'histoire juive.

L'enseignement en hébreu pourrait détourner les élèves de l'étude des textes sacrés et conduirait donc à l'abandon de la religion. On en arrive ainsi à l'injonction paradoxale selon laquelle, pour les orthodoxes, "*il est préférable qu'ils (les jeunes) ne parlent pas l'hébreu et ne transgressent pas le shabbat*".

Ce ne sont là que des combats d'arrière-garde. L'idée d'une nation, d'un Etat, d'une langue, fait irrémédiablement son chemin. En 1914, 1/4 de la population juive de Palestine âgée de plus de 15 ans pratique l'hébreu. Ce

chiffre s'élève à 40% pour les enfants<sup>36</sup>. En novembre 1948, 75% de la population israélienne (700.000 personnes), parmi lesquels 93,4% des enfants âgés de moins de 14 ans, parlent l'hébreu. 53,8% affirment que c'est leur seule langue.

La confrontation entre *culture yiddish* et *culture hébraïque* en formation se situe essentiellement sur le plan des idéologies qui s'incarnent dans l'une ou l'autre. Il ne s'agit, en aucun cas d'un conflit entre ce qui pourrait apparaître comme la représentation de deux cultures antagonistes.

Le choix de l'une ou de l'autre découle de la situation géographique et sociale des partisans respectifs. Comme nous l'avons vu plus haut, le *yiddish* devient la première étape obligée du passage entre l'aire de résidence d'origine et le lieu d'immigration en vue d'une intégration, tandis que l'hébreu, dans son processus de renouveau symbolise l'aspiration de plus en plus concrète à un Etat.

Ceci se traduit par le fait qu'à partir

de la deuxième *alyia*, celle du sionisme, les centres de création se différencient : en Palestine, l'édification d'une nouvelle culture autochtone se réalise autour de l'hébreu en rénovation, alors que le *yiddish* gardera son image de langue de seconde zone, définitivement marquée du sceau de langue ayant refusé le sionisme.

En diaspora, en revanche, le *yiddish* prospérera jusqu'à l'assassinat programmé de la plupart de ses locuteurs par le nazisme.

La différenciation qui s'exprimait jadis entre les deux ensembles culturels continue cependant, encore aujourd'hui, de marquer l'évolution de la société civile en Israël. Certes le débat ne s'exprime plus sous la forme de la défense et la promotion de l'une ou l'autre langue, puisque l'hébreu est devenu la seule langue légitime de culture juive. Il n'en demeure pas moins qu'une même contradiction continue à vivre, celle entre une conception civile et séculière de l'Etat d'Israël, et entre une vision mystique, et donc du domaine intangible du sacré, d'*Eretz Israël*, Terre de Sion. □

Rina Cohen

\* PNM 248 à 256 : Cycle des langues juives, clos par Rina Cohen, *La Palestine entre l'hébreu et le yiddish (1880-1914)* [Revue d'études juives du Nord - Tsafon (n°49, 2005) consacré au dossier *Langues et cultures d'exil*, p.13-28]

NDLR : La numérotation des notes court sur les 4 numéros de la PNM où cet article a été publié (PNM 253 à 256).

33 Zohar Shavit, *L'Agonie du centre littéraire en Europe et son déplacement* in Moshe Lissak *L'Histoire du yishuv depuis la première aliya, Le développement de la culture hébraïque en Eretz-Israël*, Ed. Mossad Bialik, Jérusalem (1999), 1ère partie, p.45-57 (en hébreu).

34 J. Frankel, op. cit., p.190.

35 C'est en 1895 que Théodore Herzl publie son livre "L'État des juifs" ("Judenstaat"). Il n'envisage pas que l'hébreu devienne la langue nationale du futur État. On ne peut ressusciter l'hébreu comme moyen de communication quotidienne, explique-t-il.

36 Raphaël Nir, *Le rôle de l'hébreu dans le processus de la renaissance nationale*, in Moshe Lissak *L'Histoire du yishuv depuis la première aliya, Le développement de la culture hébraïque en Eretz-Israël*, Ed. Mossad Bialik, Jérusalem (1999), 1ère partie, p.31-42 (en hébreu).